

Le 1^{er} mai toutes et tous uni-es contre un plan d'austérité injuste, indigne et illégitime !



1^{er} mai 2014

Tous et Toutes dans la rue Contre l'austérité !

Le plan d'austérité de 50 milliards d'euros dévoilé par le gouvernement est d'une violence jamais connue depuis la libération. Le transfert de 36 milliards de cadeaux au patronat se traduit par la taxation des plus pauvres, des chômeurs, des retraité-es et des salarié-es. Il est économiquement suicidaire, indigne pour la justice sociale et démocratiquement illégitime. Il s'inscrit dans une fidélité sans faille à une politique européenne menée par les chefs d'état, la banque centrale et la commission européenne, fondée sur le soutien aux banques privées, aux multinationales et la destruction méthodique des droits.

Un plan d'austérité dur pour les plus modestes, les salarié-es et les retraité-es !

- ⇒ **11 milliards d'euros d'économies sur la sécurité sociale, la politique familiale** : les prestations sociales ne seront pas revalorisées pendant un an, les pensions du régime de retraite de base taxées de 1,3 milliard, les retraites complémentaires taxées de 2 milliards, les prestations sociales : logement, famille, invalidité, bloquées jusqu'en 2015 et taxées de 0,7 milliard.
- ⇒ **10 milliards d'euros d'économies sur l'assurance maladie et la santé** : les malades et les salarié-es de l'action sanitaire et sociale sont les premiers visés, mais ce coup de rabot concerne tous les assurés sociaux !
- ⇒ **11 milliards d'euros d'économies sur les collectivités locales** : les collectivités locales financées par l'impôt local, se verront un peu plus asphyxiées. L'accès aux services publics est menacé. Nous serons mis à contribution par l'augmentation des impôts locaux.
- ⇒ **18 milliards d'euros d'économies sur l'État** : les 5,2 millions de fonctionnaires dont les rémunérations de base sont bloquées depuis 4 ans continueront à subir le blocage du point d'indice.

L'austérité n'a pas résolu la question de la dette, elle l'a aggravée partout.

Plus nous remboursons les intérêts de la dette aux banquiers, plus la population s'appauvrit, réduit ses dépenses et plus la dette augmente.

Tout pour les banquiers, le patronat et les multinationales !

Le gouvernement a décidé d'alléger le coût de notre salaire brut, de poursuivre les exonérations de cotisations sociales en favorisant les profits des entreprises. Plus on exonère le patronat, plus on diminue le salaire brut, plus on affaiblit une sécurité sociale solidaire et égalitaire, plus on la met en danger ! Les réformes successives des retraites et de l'assurance maladie n'ont servi qu'à abaisser les pensions et augmenter le forfait hospitalier et les franchises médicales, à réduire l'accès aux soins !

Pis encore le gouvernement et les dirigeants européens multiplient les mauvais coup, négocient en grand secret un pacte transatlantique de libre échange qui vise à construire un grand marché concurrentiel unifié entre les Etats Unis et l'Europe en s'attaquant aux salaires, à la sécu, aux services publics et aux normes environnementales..

L'enjeu est désormais la construction d'une mobilisation citoyenne pour la justice sociale. La Fédération SUD Santé Sociaux SOLIDAIRES appelle de ses vœux à la construction d'un front commun associatif, social, syndical et politique contre l'austérité qui détruit l'état social, les services publics et génère la pauvreté !

Le 1^{er} mai construisons partout la contre-offensive

Agissons ! Manifestons !

Rendez-vous à